

## Intervention : Jean-Pierre SUEUR

Je suis très frappé de ce que l'Europe a un statut territorial différent, dans notre champ mental et psychologique, de celui des autres territoires. La commune, le canton, le département, l'Etat, la Nation sont des lieux où nous pensons que nous sommes des sujets politiques susceptibles de mener un combat politique, de le gagner, de le perdre en ayant pris nos responsabilités, en subissant la sanction du suffrage universel lorsque nous n'avons pas été bons, et cela nous paraît naturel. Nous ne réagissons pas de la même manière par rapport à l'espace Europe, comme si l'espace Europe était un espace externe où nous ne serions plus des sujets de l'action politique et qui, lourd d'une multitude de contraintes, se poserait comme étranger à notre capacité d'action et même à notre capacité de citoyenneté. Une révolution mentale et psychologique qu'il nous faut faire, consiste à penser que nous pouvons être des sujets politiques dans l'espace Europe.

Pourquoi faire cette révolution ? Il faut en revenir à des choses simples : pourquoi sommes-nous des militants politiques ; qu'est-ce qui fait que je vais passer beaucoup de mon temps à me battre politiquement ? Je vais le faire parce que je crois à un certain nombre de choses, parce que j'ai envie de faire prévaloir un certain nombre de valeurs et parce que je sais très bien, et nous avons connu ensemble toute une histoire qui fait que nous savons bien, qu'il n'y a pas de réponse étatique à un certain nombre de problèmes, mais qu'il n'y a pas non plus de réponse libérale aux mêmes problèmes, et que la vraie question est de développer la solidarité, le service public, dans une économie ouverte, respectueuse des droits de l'homme et de la promotion de tous.

Aujourd'hui, cette question-là, elle se pose dans l'espace européen, et l'espace européen est le seul endroit pertinent pour traiter de ce problème, à condition qu'on le pose aussi en terme plus généraux. Ce qui n'a sans doute pas été assez dit aujourd'hui, c'est que les principales raisons de faire l'Europe sont des raisons d'ordre planétaire. Michel Rocard a dit cela ce matin. Il me semble que nous ne pouvons défendre l'Europe que parce que nous avons une certaine conception universaliste de l'action politique et que nous savons très bien qu'il y a un certain nombre de valeurs qui ne pourront être défendues qu'au niveau des continents dans le XXIème siècle.

Cela nous renvoie à un certain nombre de questions qui ont été évoquées : bien sûr, la question sociale. Je ne crois pas qu'il soit bon de poser le monétaire d'abord et d'attendre que le social découle spontanément du monétaire. Toute notre histoire montre le contraire et, d'une certaine façon, il y aurait à le penser, une sorte de régression par rapport à toute la philosophie du XIXème siècle, qui nous a montré qu'il y avait un certain nombre d'infrastructures économiques qui étaient porteuses d'un modèle politique et social qui, justement, n'était pas le nôtre. Ce serait un contresens que de dire, finalement qu'il y a d'abord le monétaire et que le reste viendra par surcroît. Cela renforce toutes les interventions qui ont dit qu'il fallait une instance politique, un vrai gouvernement, un vrai Parlement, une vraie puissance publique. Mais, par rapport à cette question de la puissance publique, il faut aller jusqu'au bout.

Il y a un rapport très clair entre le service public et la puissance publique. Nous avons vu le mouvement de décembre dans notre pays. Nous savons bien que beaucoup de ceux qui se sont mobilisés au mois de décembre sont des électeurs qui votent pour la gauche, qui votent pour nous. Nous savons qu'ils ont peur de l'Europe, qu'ils sont attachés à une certaine idée du service public et nous savons que nous sommes également attachés à une certaine idée du service public. En même temps, nous savons que l'Europe n'a pas de sens si elle n'est pas une puissance publique et que la vraie raison pour laquelle nous voulons faire l'Europe, c'est que nous croyons qu'il est possible de maîtriser le cours des choses ou de maîtriser un certain nombre de choses. Sans quoi, ce ne serait pas la peine

d'être socialistes. Par conséquent, nous sommes là au cœur d'un véritable paradoxe et d'une très grande difficulté. C'est pourquoi ce matin, Martine Aubry disait : "Je n'ai pas de réponse sur la question du service public", et je crois que la question qu'il nous faut le plus travailler c'est celle-là, parce que, de toute façon, cette question nous reviendrait en boomerang si nous ne la travaillions pas.

Des questions similaires se posent en matière d'aménagement du territoire. Tu as dit, Michel, en parlant de la politique de la ville, "Est-ce à l'Etat de financer la politique de la ville" ? Je crois que "oui" parce que je pense qu'on souffre énormément en France de ce que j'appellerais le pseudo-ruralisme, de cette extraordinaire machine publique qui consiste par l'intermédiaire des Conseils généraux, des Conseils régionaux et du Sénat, notamment, à redistribuer de l'argent de la ville plutôt vers le pseudo-ruralisme. Je dis "pseudo-ruralisme" parce que je suis partisan, bien entendu, de structurer le monde rural par rapport à des projets économiques, mais cela va contre tout un discours démagogique qui consiste à maintenir quelque chose qui s'appelle la dotation dite de "solidarité rurale" qui consiste, en 1996, à répartir chaque année 800 millions entre 32 500 communes, c'est-à-dire que chacune ne reçoit rien, quelques miettes. Ce saupoudrage, c'est de la non-politique, c'est le contraire de l'aménagement du territoire. Et, si on ajoute un niveau européen pour faire la même chose, alors ce n'est vraiment pas la peine.

Il faut dire : "non au saupoudrage, surtout si l'Europe est un niveau supplémentaire de saupoudrage" et "oui, à des vraies politiques", ce qui veut dire des politiques sélectives, des politiques qui n'ont pas peur de choisir de mettre le paquet pour les quartiers où, vous le savez bien, se joue le sort de la société française.

Je termine. Par rapport au service public, il existe une idée très intéressante dans les textes européens, c'est l'idée de service universel. C'est une bonne idée, c'est l'idée qu'il y ait un certain nombre de services qui doivent être "pour tous", autrement dit l'idée d'un certain nombre de droits des citoyens de l'Europe. C'est une belle idée.

Si on traduisait cette belle idée par une conception misérabiliste de ce service universel, ce serait le contraire de la solidarité, le contraire du droit, ce serait de l'assistance. Il faut nécessairement poser que ce service universel c'est finalement un certain nombre de droits qui font partie d'une conception générale de la solidarité à l'intérieur de l'Europe. En même temps, nous savons que le monopole de nos services publics est battu en brèche par des textes qui ont été signés, par des textes que nous avons signés. On sait que le service public n'égalise plus étatisme. On sait en même temps que l'on peut, et l'on doit, progresser, vers une conception européenne du service public, mais que cela suppose beaucoup de discussions avec les autres.

Il est clair qu'on ne peut pas défendre le statu quo, l'immobilisme. C'est impossible, ne serait-ce que pour les raisons techniques qui ont été évoquées ce matin. On ne peut plus maintenir une conception strictement étatique du service public, mais on doit inventer de nouvelles formes du service public et de garantie du service public. Cela peut passer par la collectivité locale. Je crois que cela doit passer par les Etats Nations. Et cela doit passer aussi par l'instance européenne. Il faut qu'à chaque niveau on définisse des prérogatives du service public rénové. C'est une tâche essentielle. C'est la tâche la plus difficile, mais il faut absolument la mener à bien parce que de notre capacité à répondre à cela, dépend finalement la capacité à défendre l'idée européenne en France. Faute de quoi, on serait submergé par un vent anti-européen dont on sait très bien que ce n'est pas seulement un vent anti-européen, mais que c'est le vent de la régression politique et sociale.